

G. VERSTRAETEN a introduit il y a un peu moins d'un mois une question concernant les troubles connus à la rue Brogniez pendant l'été passé. La question a été discutée quelques semaines plus tard mais, depuis lors, de nombreux nouveaux incidents ont eu lieu. Il est très content que le quartier de Cureghem s'est organisé politiquement, et participe aujourd'hui aux séances du Conseil communal, notamment en envoyant des centaines d'e-mails aux élus communaux pour exprimer très clairement leurs besoins et leurs problèmes. Il n'est plus habitant du quartier de Cureghem depuis une semaine mais il garde un cœur pour le quartier où il a vécu pendant 5 ans.

Les problèmes sont clairs, qu'a-t-on connu pendant des décennies ? Des contrats de quartiers sont devenus des contrats de quartiers durables. On dépense beaucoup d'argent dans des subsides, dans des ASBL parfois vagues qui s'occupent de cohésion sociale, etc. On a rénové l'espace public, la place du Conseil ou la station de métro « Clemenceau ». Mais c'est moins chouette le soir quand c'est infesté des vendeurs de drogues, des attroupements, des incivilités. Les habitants du quartier ne peuvent pas profiter de leur quartier.

On a eu un plan de mobilité pour apaiser le quartier afin de bloquer le trafic automobile avec des blocs de béton. Cela l'a toujours étonné car des personnes externes disent qu'on a dépensé énormément d'argent à et pour Cureghem, qu'on n'a pas abandonné le quartier. Mais en quoi a-t-on dépensé de l'argent ? En quoi était-ce une vraie réponse aux soucis et besoins des habitants, à la pauvreté, à la surpopulation, au fait que Cureghem est devenu presque une zone de non-droit où les règles ne sont pas appliquées ?

Comme le dit G. BORDONARO, il faudrait des quotas pour les cafés, mais à quoi servent les quotas, les ordonnances de police, les règles, si on ne les applique pas ? Il est content que le quartier s'organise aujourd'hui pour dire clairement qu'il n'est pas contre la police, qu'il n'est contre les règles ni contre l'autorité publique mais qu'il veut juste vivre paisiblement. Les habitants veulent que les règles soient appliquées, que l'ordre soit maintenu, qu'une police de proximité fasse des plans avec eux pour améliorer le quartier. Ils veulent que le quartier devienne plus vivable. Du fait que les citoyens s'organisent, on ne peut plus avoir des non-solutions qui sont totalement à côté de la plaque, comme on le fait depuis des décennies. Il espère sincèrement que la politique à Cureghem va changer, que les règles seront appliquées, que l'on mettra de l'ordre dans le quartier afin de rendre possible et paisible le vivre-ensemble des groupes de toutes cultures, origines ou de chemin de vie.

G. VERSTRAETEN donne lecture du texte suivant :

G. VERSTRAETEN geeft lezing van de volgende tekst:

Ik had vragen over de incidenten van afgelopen zomer. Wat is de oorsprong van die incidenten, is er een verband tussen de 2 incidenten die er geweest zijn, de vechtpartijen in de Brogniezstraat, zijn er linken met de incidenten en de vragen die de burgers hier ook stellen vanavond?

Ik heb de indruk dat het over hetzelfde gaat, over het feit dat er spanningen zijn in de wijk die enorm hoog oplopen omdat de regels gewoon niet worden toegepast.

Ik ben niet vragend partij om nieuwe regels te stemmen, om nieuwe regels op te leggen. Ik ben vragende partij dat de regels die al bestaan eindelijk gewoon eens worden toegepast. Er zijn voldoende regels maar ze worden niet toegepast, dat het nu gaat over restaurants of cafés, of handelszaken die zich niet houden aan bepaalde regels in het politiereglement, over samenscholing, over drugshandel.

Ik vroeg me af in link met de incidenten die er geweest zijn welke rol mijnheer de Burgemeester u heeft gespeeld? U bent blijkbaar afgedaald om de gemoederen te bedaren, wat voor gesprekken heeft u gehad, met wie en heeft u oplossingen gevonden op dat moment, voor die problemen die nu ook toegepast worden?

K. ADINE remercie l'interpellant et ajoute que, durant toute sa petite et modeste vie de Conseiller communal il n'a jamais entendu dire que l'on reçoit autant d'e-mails par rapport à toute une série de problématiques. Mais, le problème est qu'il n'y a pratiquement jamais de réponse, et cela n'est pas normal !

Si les citoyens demandent plus de sécurité, c'est un droit. Il ne faut pas oublier que le budget de la zone de police est le poste qui coûte le plus après le CPAS. Les citoyens contribuent aux finances publiques et ont droit à un retour : la sécurité. Il se pose aussi la question par rapport au service « Prévention » qui reçoit un soutien de la part de la Région. Quel est le rôle de ce dernier ?

Quand on parle de nuisances sonores cela concerne le service de médiation. Les « Gardiens de la Paix » doivent aussi jouer leur rôle. Il ne faut pas toujours attendre que la police vienne résoudre les petits problèmes car ils peuvent être résolus par l'administration communale, comme cela se fait dans les Communes voisines. Il aimerait connaître le rapport de la « Prévention » concernant sa présence dans ce quartier.

Monsieur le Bourgmestre-Président répond que les autorités communales sont parfaitement informées des différentes nuisances évoquées par les habitants et en particulier celles générées par les rassemblements sur l'espace public. Pour répondre durablement à ces nuisances, le Collège travaille en ce moment même dans le cadre d'un plan d'action sans précédent, et à l'échelle du quartier, baptisé « *un quartier, un voisin, ça se respecte* ». Ce plan a été présenté en détail lors de la réunion publique du 21 septembre 2022.

Ce plan s'appuie sur une méthode particulière mobilisant depuis le 3 octobre tous les services communaux dont la « Prévention », « l'Entretien », « l'Urbanisme », « l'Horeca », et la police, cela au travers d'un partenariat entre ces différentes disciplines. Dans les faits, il s'agit d'une approche ciblant un quartier réduit compris entre la place du Conseil, la place Bara, la chaussée de Mons et la place Jorez.

Le Collège travaille de manière multidisciplinaire et dans une confiance réciproque entre les acteurs publics, deux rencontres de coordination sont prévues par semaine

afin d'orienter au mieux les équipes de terrain. Ce plan est pour les habitants la garantie de plus de moyens dépêchés pour leur quartier. De nombreux policiers mais aussi de nombreux agents communaux sont concentrés dans le territoire décrit, tout au long de la période d'activation du plan. Parmi les moyens techniques, une dizaine de caméras visant la propreté sont mis à disposition de la coordination de cette action. Ce plan s'appuie aussi sur une concertation et une implication des riverains. Le Collège prévoit la création d'un Conseil consultatif dédié à ce projet. Dans les prochains jours, il veillera à susciter des candidatures pour ce conseil, dont les membres pourront informer nos services de la manière où le projet est ressenti. Cet échange entre les citoyens et le Collège est important, notamment pour donner des avis au sujet des actions concrètes qui seront programmées.

En précision de la mise en œuvre de ce plan, Monsieur le Bourgmestre-Président souligne que depuis le début de l'été, le Collège a inventorié les lieux générant des plaintes introduites par les riverains. Des enquêtes poussées ont été réalisées, ce qui a mené à déjà prendre un certain nombre de mesures de police administrative très fortes, précisément pour soulager les habitants du quartier qui aspirent à vivre en paix. Dans ce contexte de mesures administratives, et au nom des riverains, le Collège agit pour faire cesser les débordements causés par les rassemblements dans et autour de certains commerces ou établissements Horeca. Encore cette semaine, trois établissements ont été fermés administrativement par le bourgmestre, pour une durée de maximum trois mois, comme le prévoit la loi. Ce qui porte à près d'une vingtaine d'arrêtés de fermeture depuis le début de l'été, dont récemment celui situé rue Docteur De Meersman. Des mesures de police administrative font l'objet d'une priorité opérationnelle des services de police qui constituent un partenaire exemplaire car c'est eux qui nourrissent les dossiers administratifs.

En plus des patrouilles d'intervention ou de proximité, une patrouille « sono » a été créée, c'est-à-dire des agents dédiés au suivi des plaintes pour tapages.

On peut se féliciter des premiers résultats de ce partenariat et notamment des nombreuses fermetures administratives. Ces dernières semaines, les services ont pu percevoir les tensions entre certaines communautés sur fond de plaintes pour diverses nuisances avérées, cela étant un élément de réponse à l'interpellation de monsieur VERSTRAETEN.

Un des enjeux du service public consiste aussi à encourager la cohabitation entre les habitants de Cureghem. Pour le Collège, apaiser les tensions signifie aussi reconstruire la collectivité anderlechtoise, indépendamment des origines des personnes. Il est collectivement investi dans ce défi de société qu'il ne peut ignorer. Cureghem est depuis toujours une terre d'accueil pour tant de familles qui arrivent parfois aux termes de grandes difficultés dans leur parcours de vie. Cureghem est aussi historiquement le quartier de la convivialité, de la solidarité entre les habitants qui rencontrent, pour beaucoup, des difficultés sociales, des difficultés d'accès à un logement descend et à une activité professionnelle épanouissante. Cureghem ne peut pas être le théâtre de la discorde, mais au contraire, tirer une grande force de sa

diversité. Ce n'est pas simple, mais comme majorité progressiste, le Collège n'oublie certainement pas ces enjeux également.

Par ailleurs, tout comme les habitants, le Collège est préoccupé par les rassemblements de jeunes enfants jouant parfois très tardivement en soirée dans les espaces publics. Ce fait est inacceptable car il mine à la fois la qualité de vie mais aussi l'équilibre de ces enfants. Des initiatives sont prises par le département communal de la « Prévention ». Voilà une partie de réponse à l'attention de K. ADINE quant à son implication et ses actions. La « Prévention » est en dialogue constant avec le réseau associatif local pour conscientiser les parents de ces enfants. Les médiateurs interculturels sont également impliqués afin de garantir les conditions d'un dialogue efficace avec toutes les populations. Les services de police sont mobilisés dans une approche de proximité pour maîtriser ce phénomène, notamment en accentuant les présences physiques de nos policiers sur le terrain.

Les enjeux de la propreté publique qui sont au cœur des messages que reçoit le Collège sont aussi considérés comme prioritaires et, à cet égard, le temps de la sensibilisation est révolu. Les moyens considérables dont Monsieur le Bourgmestre-Président a parlé sont déployés pour dissuader et identifier les actes de malpropreté pour ensuite punir les auteurs de ces incivilités.

Il tient à saluer le travail et le courage des balayeurs de rues. G. VAN GOIDSENHOVEN parlait de l'état du perron ce soir mais Monsieur le Bourgmestre-Président peut garantir que tous les matins, la place du Conseil est entièrement nettoyée mais il est vrai qu'en cours de journée ce n'est plus suffisant, il faut infliger des sanctions, ce que les caméras aideront fortement.

Un des enjeux de ce débat est la présence policière, celle-ci s'est notablement accentuée ces dernières semaines car les horaires des équipes de proximité ont été adaptés ; elles travaillent désormais quasi tous les soirs. Cela fait aussi partie de tout le travail préparatoire mené pour mettre en place ce plan débuté lundi dernier. Il a fallu négocier avec les travailleurs concernant la modification des horaires des services de police. Auparavant, les horaires n'étaient qu'en journée maintenant les horaires des équipes de proximité courent jusqu'à minuit, cela afin de constater les problèmes signalés.

Quand on parle du nombre de policiers, quatre voire cinq équipes supplémentaires ont été déployées pour l'ensemble des lieux-cibles précités. Le tout en plus des équipes de « police secours » et de la police d'intervention qui interviennent en cas de mission urgente, d'accidents, de violences, de vols, etc. Plus de personnel de police sur le terrain, aussi aux heures tardives, voilà les objectifs opérationnels.

En ce qui concerne les équipes de prévention, elles sont aussi davantage présentes dans le quartier via les travailleurs de rue mais aussi via les Gardiens de la Paix. Des mesures seront prises très prochainement pour renforcer encore plus leur présence complémentaire à celle des policiers, tout comme celle des agents-constatateurs

œuvrant dans un uniforme plus discret ce qui permet de prendre sur les faits un certain nombre de personnes agissant de manière illicite.

Au travers des nombreux contacts que le Collège a pu avoir sur le terrain ces dernières semaines, Monsieur le Bourgmestre-Président espère avoir pu témoigner la détermination des autorités locales, mais aussi des services communaux et de police, qui sont résolument au service de la population. Ensemble, tous travaillent à augmenter notablement la qualité de vie. Tous les problèmes dénoncés font l'objet d'un examen, tous bénéficient d'une attention toute particulière des responsables. Aucun endroit de la commune ne fait, ou ne fera, l'objet d'un abandon de la part des autorités publiques. Des réponses claires, précises et efficaces seront apportées sur le terrain, le Collège en prend l'engagement formel car il faut que les pouvoirs publics reprennent pieds dans le quartier.

Le représentant des habitants demande ce qu'il en est des sens interdits de la rue de Fiennes, du calendrier de Madame l'Echevine et le problème des marchands de voiture à la place Lemmens.

Il déplore le fait que le Collège ne réponde pas aux e-mails des habitants et trouve cela insultant. Il trouve également étonnant que le Collège fasse sonner le branlebas de combat pour, comme par magie, avoir un nouveau Cureghem. Effectivement 2024, c'est demain ! Le plus grand problème en matière de communication, c'est l'illusion qu'elle a bien eu lieu, mais il n'y en a pas eu entre le Collège et les habitants. Il se demande comment le Collège va faire pour interpeller tous les habitants de Cureghem ? Par quels moyens ? Les projets pour les quartiers et les ambitions pour la commune est une priorité pour le Collège comme ce dernier l'annonce sur ses divers canaux de communication, dont le site communal. Mais, à quel moment les habitants ont-ils été concertés ? Jamais ! Les habitants feront donc tout leur possible pour que Cureghem soit plus sûr.

G. VAN GOISENHOFEN remercie le représentant des habitants pour la déclaration d'amour envers son quartier. Rien ne peut se construire sans les gens qui vivent dans le quartier et avoir des interlocuteurs avec qui travailler est une chance pour les autorités, il ne faut jamais l'oublier. L'impuissance de l'autorité, son incapacité à répondre n'est pas acceptable mais il faut plus que symboliquement faire en sorte que les e-mails et les courriers envoyés à la Commune soient répondus. Nous ne pouvons pas construire une confiance sans dialogue et sans avoir établi un respect ; c'est un prérequis. Toutes les réponses ne sont pas nécessairement disponibles immédiatement, mais au moins il faut acter que le message a été entendu ; c'est la base de tout !

Aussi, les Conseillers ont reçu sur leurs bancs ce soir un point complémentaire demandant d'avaliser une ordonnance de police concernant la fermeture des établissements Horeca sur la place de la Résistance, de 23 heures à 6 heures du matin. Cet outil ne pourrait-il pas être utilisé pour les situations décrites ce soir.

G. VERSTRAETEN estime lui aussi que c'est une opportunité de finalement établir une autre relation entre les habitants du quartier et les autorités publiques. Dans une malchance, de temps en temps, apparaît un peu de chance. Il faut promouvoir les partenariats locaux de prévention. Le temps est peut-être finalement venu de considérer l'outil des « Buurtinformatienetwerken », où l'on essaye d'établir un réseau direct entre les habitants d'un quartier, la police et les autorités publiques. C'est aussi simple qu'un petit groupe « Whatsapp » grâce auquel les gens sont en contact direct entre eux et peuvent signaler des problèmes et des incivilités pour obtenir des interventions rapides. C'est une opportunité de tester cela mais on ne l'a jamais envisagé malgré ses précédentes propositions allant en ce sens ; ce qui a toujours été non-consideré par le Collège.

G. BORDONARO résume en disant que tout ce que les gens attendent ce sont des actes et non plus des paroles après trente ans d'abandon.

D'autre part, il estime que le Collège n'a pas répondu à ces deux questions concernant le quota des cafés et l'application de l'article 89.

Par rapport à la communication et à la relation avec les habitants, le fait que les habitants se mobilisent fait enfin bouger les lignes. On le voit avec le plan « *Good Move* ». Avec la toute récente montée de pression, il faut reparler d'un « conseil consultatif », il faut veiller à ce que tous les habitants puissent avoir accès à l'information car actuellement ces derniers doivent enregistrer leur adresse e-mail, et donc posséder un ordinateur et en comprendre le fonctionnement, ce qui pose déjà des problèmes pour certaines personnes. Il faut réfléchir à des méthodes beaucoup plus accessibles et larges. Comment devra-t-on faire pour les personnes qui ne sont pas à l'aise avec la langue française, pour qu'elles aussi puissent pleinement participer à ce que le Collège compte organiser ?

Monsieur le Bourgmestre-Président répond que l'on se reverra pour discuter des actes.

Le représentant des habitants clame qu'il n'a pas encore eu de réponse à sa demande de calendrier par rapport au démantèlement du plan de mobilité à Cureghem.